

LA VÉRITÉ

ORGANE DE DÉFENSE DES TRAVAILLEURS
PARTI COMMUNISTE INTERNATIONALISTE
SECTION FRANÇAISE DE LA 4^e INTERNATIONALE

19, rue Daguerre, Paris (14^e). — Téléphone : Suffren 62-31
C. C. P. Mlle Picard 5660-98 Paris

AU MOMENT OU SE DISCUTENT LES CONVENTIONS COLLECTIVES Pour ressouder les rangs ouvriers des revendications qui unissent

« En avant pour la signature des conventions collectives ».
Depuis des mois, les centrales syndicales font de ce mot d'ordre le thème central de leur propagande.
Depuis des mois, l'on assiste à des palabres interminables, d'abord entre syndicats ouvriers et gouvernement, puis à la suite de la décision de ce dernier de baisser les salaires, entre ces mêmes syndicats et l'organisation patronale.
Si l'on examine aujourd'hui le bilan, l'on

s'aperçoit que, malgré les flots de salive et d'écrits déplorables, nous en sommes toujours au même point. Il est vrai que l'on pourra vous rétorquer que le « principe » en a été adopté par la Chambre. Nous avons du reste exposé dans des articles précédents, les côtés réactionnaires de certaines clauses de ces conventions.
Depuis la libération, la politique de la bourgeoisie a consisté à remettre sur pied son appareil de production fortement endommagé par la guerre et par l'impérialisme des ca-

pitalistes français. Tout le monde sait qu'avant-guerre, le capitalisme français était « l'usurier ». Il préférait prêter aux tiers plutôt que moderniser son appareil de production. À l'issue de la deuxième guerre mondiale et devant la dislocation du marché, le capitalisme français tenta de sauvegarder ce qui lui restait de son marché colonial. Il essaya alors de concilier son caractère spéculatif d'usurier avec la nécessité de rétablir son appareil de production.
Pour réaliser ce double objectif, il avait

besoin de la « paix sociale » et de « blocage des salaires ». Devant la formidable poussée des masses, il allait succomber. Sa seule planche de salut était l'appel aux « dirigeants ouvriers » et la collaboration avec ceux-ci. Avec les réformistes, aucune difficulté; ils avaient déjà prouvé leurs talents de serants loyaux des affaires du capitalisme. Avec les staliniens, l'accord se fit en échange d'un pacte de non agression et de soutien avec l'U.R.S.S.
Malgré les déclarations de Thorez à l'époque sur les chemins nouveaux qui mènent au socialisme, la participation aux gouvernements bourgeois des partis ouvriers qui regroupaient alors l'immense majorité des

Fred CRESSANT. (Suite page 4)

Assiégée par le Kremlin, la Yougoslavie est sous le chantage de l'impérialisme Appel du Secrétariat de la IV^e Internationale aux communistes Yougoslaves

Camarades,
Devant l'évolution de la politique extérieure de votre gouvernement depuis la guerre de Corée, il n'est plus possible de cacher l'iniquité qui s'est emparée des révolutionnaires qui, dans le monde, ont entouré jusqu'ici de leur sympathie active, de leur enthousiasme et de leurs espoirs la Yougoslavie prolétarienne, dès sa rupture avec le Kremlin.
Cette iniquité se transforme actuellement dans le sentiment pénible de l'approche d'une véritable catastrophe qui annulerait toute l'influence progressive exercée jusqu'à présent par la révolution yougoslave sur le mouvement ouvrier international, à la suite de déclarations récentes de dirigeants yougoslaves, qui sont interprétées comme engageant la politique extérieure de la Yougoslavie dans le sillage de l'impérialisme américain et de son instrument, l'O.N.U.
À moins d'une rupture prompte et ferme de votre parti, qui redresserait le cours esquissé par votre gouver-

nement d'une tendance accentuée vers une capitulation aux exigences de l'impérialisme, la Yougoslavie prolétarienne perdrait les sympathies qu'elle a soulevées dans les milieux de l'avant-garde révolutionnaire internationale, et particulièrement dans les masses prolétariennes et coloniales qui suivent les Partis Communistes.
La force essentielle de votre révolution fut jusqu'aujourd'hui votre indépendance à l'égard de Moscou et de Washington, et la promesse, maintes fois affirmée jusqu'à la guerre de Corée, de tous vos dirigeants de ne s'intégrer à aucun bloc et de poursuivre une politique véritablement marxiste-léniniste.
Dans la mesure où vos gouvernements semblent découvrir maintenant le rôle « constructif » et « pacifique » de l'impérialisme américain, une aide « désintéressée » de celui-ci, des bienfaits relatifs du « Plan Marshall », et seraient prêts à entériner les décisions de l'écrasante majorité capitaliste de l'O.N.U. dédaignant et sanctionnant « l'agresseur » en la per-

sonne des peuples coloniaux, de la Corée et de la Chine luttant pour leur indépendance, la Yougoslavie prolétarienne semble abandonner sa politique indépendante et paraît s'allier avec le bloc impérialiste dirigé par Washington. Une telle attitude comblerait les vœux du Kremlin qui cherche, depuis le premier jour de votre rupture avec lui, à isoler la Yougoslavie pour la faire capituler devant l'impérialisme et la discréditer ainsi aux yeux des masses prolétariennes et coloniales influencées par les Partis Communistes.
Certes, vos difficultés intérieures graves et la crainte d'une attaque militaire de la part des armées du Kremlin expliquent l'ampleur des concessions que votre gouvernement fait actuellement aux impérialistes. Certes, le blocus auquel le Kremlin a soumis la Yougoslavie pour empêcher de réussir votre expérience d'un libre développement de la révolution, et la faiblesse de l'aide que vous avez reçue jusqu'à ce jour du prolétariat mondial, ont contribué à affaiblir la résistance de votre gouvernement devant les exigences brutales de l'impérialisme. Nous comprenons profondément cette attitude et certains compromis nécessaires, mais nous ne justifions pas pour autant une tendance à la capitulation.

Nous considérons, au contraire, que la voie dans laquelle votre gouvernement engage la politique extérieure de la Yougoslavie, loin d'apporter une solution aux difficultés intérieures graves du pays et à la menace d'attaque militaire par le Kremlin, n'aura comme effet que d'affaiblir la Yougoslavie en la privant de son soutien réel: la sympathie et l'aide active du prolé-

(Suite page 3)

NOUVELLE PHASE DE LA GUERRE DE CORÉE

La guerre de Corée est actuellement dominée par l'activité des partisans qui agissent au fur et à mesure que le froid sévit dans le pays, et par l'intervention des volontaires chinois soutenus par Pékin.
Même sans cette dernière intervention, la guerre était loin d'être finie, car à l'approche de l'hiver, des unités de partisans réorganisés agissent un peu partout dans le pays, mobilisant un grand nombre des troupes de l'O.N.U., amassant et menaçant plusieurs villes du Sud et du Nord, y compris Séoul contre laquelle on craignait récemment une attaque.
L'intervention des volontaires chinois et l'attitude prise par la Chine ne laissent pas d'inquiéter les impérialistes, rendus très pénibles en ce qui concerne l'avance de leurs troupes vers les frontières de Mandchourie. Pékin, qui dispose dans son territoire situé au delà de la rivière de Yalu de plus d'un demi-million d'hommes, semble maintenir jusqu'ici son attitude ferme envers les menaces non équivoques de Washington et de l'O.N.U., à propos d'éventuels bombardements de tous les centres vitaux de la Chine, y compris par des bombes atomiques.
Pékin, dans toutes les notes remises à l'O.N.U. et dans toutes les déclarations concernant son intervention en Corée, réitère sa demande en vue d'un règlement « pacifique de la question coréenne par un retrait immédiat de toutes les troupes étrangères ».
Washington, par contre, qui voudrait autant que possible ne pas se trouver à l'étape actuelle dans le « guépier chinois », serait prêt à garantir l'inviolabilité de la frontière mandchou-coréenne, à créer une mince zone frontière neutre et à créer les installations hydroélectriques de Yalu à la Chine, à condition que celle-ci se retire de la Corée et la laisse dans ce pays les mains libres.
Ainsi, à première vue, les thèses chinoise et américaine paraissent incompatibles et le compromis très difficile.
Il faudra attendre et les débats qui auront lieu à partir de la fin de cette semaine à l'O.N.U., où on attend la délégation chinoise, pour voir un peu plus clair dans le

jeu des uns et des autres, une grande partie de leur attitude actuelle étant due à la nécessité de tenir ferme et de se montrer intransigeant pour mieux marchander un compromis.
Il serait cependant imprudent de minimiser les risques et le sérieux de cette situation. Certains milieux importants des États-Unis, encouragés par la récente victoire électorale de l'administration, veulent maintenir à tout prix les positions acquises par l'impérialisme en Corée, afin de tenir la Chine en échec, et de renforcer la pression sur l'U. R. S. S. même.
D'autre part, Pékin admettra difficilement l'établissement des bases militaires de l'impérialisme à proximité de la Mandchourie et de ses autres centres vitaux.
Il en est de même pour l'U.R.S.S. qui accepterait la défaite des Coréens et les abandonnerait complètement, à condition que Washington ne se serve pas de sa victoire pour installer ses aérodromes à quelques centaines de kilomètres de Vladivostok et des centres industriels sibériens.
L'attitude courageuse de la Chine qui contraste tellement avec celle de Moscou, donnerait toute la crise coréenne, est-elle l'expression d'une politique indépendante, ou repose-t-elle en partie sur un accord commun avec le Kremlin, tenu volontairement à l'arrière-plan ?
Il est naturellement difficile de se prononcer sur la nature exacte des rapports qui existent actuellement entre Pékin et Moscou. Cependant, il ne fait pas de doute que Pékin, par son attitude, est en train d'accroître un prestige, auprès des masses coloniales en particulier, beaucoup plus grand que celui de Moscou et que son rôle dirigeant dans tout l'Extrême-Orient s'est affermi.
Son rôle international n'est pas moins important et l'injure est venue où les impérialistes seront à compter avec ce géant levé.

Jean-Paul MARTIN.

Grâce à l'unité grève de masse en Italie

Le 14 novembre, en Italie, les ouvriers de toutes les branches d'industrie et les conducteurs d'autobus, de tramways, de trolleybus et de chemins de fer locaux ont, pendant plusieurs heures, scandé ensemble le travail. Cette unité grève, déclenchée pour l'augmentation des salaires, a touché toutes les grandes villes d'Italie.
Les trois organisations syndicales italiennes: C.G.T. (communistes), C. S. I. L. (démocrate-chrétiens) et U.I.L. (socialistes et républicains) avaient réalisé le front unique. Cette unité d'action, qui correspondait à la profonde aspiration des travailleurs italiens, a permis la réussite de la grève générale des travailleurs de l'industrie et des tramways.
Symptomatique d'une nouvelle montée ouvrière, cette grève ainsi que l'unité d'action réalisée seront d'une extrême importance pour l'évolution de la situation en Italie.

Le comité de liaison des métaux communique :

Le Comité de liaison des métaux qui regroupe des métallos de toutes tendances, syndiqués et inorganisés, et qui œuvre à la reconstitution de l'unité ouvrière, communique:
Constitué pour rechercher les formes efficaces d'action unitaire des travailleurs, le Comité de liaison des métaux dénonce les derniers accords sur les salaires réalisés dans la métallurgie.
Ces accords vont à l'encontre de la réalisation de l'Unité d'action.
1^o Ils divisent les syndicats entre eux: la C.G.T. et les autonomes sont écartés des négociations;
2^o Ils divisent les catégories de travailleurs: les mensuels seront augmentés davantage et sur d'autres bases que les horaires; les différentes catégories horaires sont elles-mêmes augmentées de façons différentes;
3^o Ils abandonnent la notion du minimum vital qui devrait servir de base au calcul des salaires de toutes les catégories.
En conséquence, ils ouvrent la porte à la rivalité entre catégories.

Examinés d'un peu près, les chiffres montrent que la majorité des travailleurs, c'est-à-dire ceux payés à l'heure, recevront une augmentation dérisoire étant donné que le salaire garanti de 81 francs au manoeuvre était déjà de 78 fr., ce qui donne une augmentation réelle de 3 francs. Cette « augmentation », de plus, est dégressive jusqu'au coefficient 170 (professionnel troisième échelon).
Par contre, l'augmentation pour les mensuels est proportionnelle aux coefficients, ce qui donnerait une augmentation « théorique » de 3.000 francs au coefficient 115 et 14.100 francs au coefficient 290 (contremaître).
Aucun chiffre n'est donné pour les échelons supérieurs, chef de service, directeur, etc. On imagine le chiffre considérable d'augmentation que cela représenterait.
De tels résultats sont, à juste titre, considérés par les ouvriers comme une insulte à leur difficulté de vie: alors qu'on donne à quelques-uns le superflu, on essaie de leur faire admettre qu'ils peuvent vivre avec des maigres.
Les déclarations de Frachon au nom de la C.G.T. (« Humanité » du 4 novembre 1950), justifiant ce favoritisme de sommet, vont à l'encontre des déclarations unitaires de cette Centrale.
La confusion introduite systématiquement dans les accords en question interdit aux salariés de calculer avec précision le montant réel de leur nouveau salaire.
En opposition, les bases revendicatives de l'Unité d'action doivent rester claires.
Ce sont les 17.500 francs de minimum vital, soit 27 fr. de l'heure ou 4.000 francs par mois, et, de toute façon, la répartition égale de toute augmentation accordée par le patron.
Ce sont seulement des Assemblées générales du personnel qui pourront résoudre au mieux l'attitude à adopter dans la situation présente; elles seules défont les revendications capables d'unir tous les salariés.

Contre les 18 mois soutenons l'action des encasernés

Nous avons reçu la visite d'un jeune ouvrier d'une usine de Colombes, actuellement sous l'uniforme en zone française d'occupation. Il est en permission — c'est la première depuis sept mois — et, bien entendu, il venait nous parler de la loi de 18 mois.
— Partout, nous dit-il, dans mon coin, le mécontentement gronde dans les camps et dans les casernes. C'est ainsi que, récemment, de nombreuses manifestations ont eu lieu, notamment à Idar-Oberstein où, après avoir forcé le poste de garde, les soldats du 2^e groupe du 52^e Régiment d'Artillerie ont défilé dans les rues de la ville, portant des pancartes hâtivement faites et criant: « A bas les 18 mois! La queue! » Cette manifestation, qui avait duré plusieurs heures, a entraîné des représailles particulièrement dures: des sous-officiers ont été cassés et plusieurs soldats ont été défilés devant la justice militaire qui a distribué plusieurs années de forteresse. Depuis, la discipline est chaque jour plus stricte et nous sommes constamment en butte aux brimades des G.D.V. qui veulent « faire des exemples ».

Et ce jeune travailleur ajoute:
— Chaque fois qu'un copain revient de permission, nous lui demandons: « Où en sont-ils, en France? Ou en est la bagarre contre les 18 mois? » En effet, il est pas un soldat qui veuille accepter le rabiot ou la prolongation du service militaire et nous sommes décidés à continuer la lutte. Mais vous, ici, que faites-vous pour nous aider ?
D'une lettre d'un autre camarade encaserné, nous extrayons les passages suivants:
« La presse bourgeoise peut toujours expliquer que les soldats sont bien nourris et bien installés. Nous sommes ici en plein bled — dans des baraquements en bois — et ce n'est que rarement que nous pouvons nous rendre à la ville... La propagande pour l'Indochine bat ici son plein. On a collé un peu partout de grandes affiches illustrées, chargées de nous expliquer que la prise d'engagement peut nous permettre d'acheter un appareil photo, un vélo, etc... On cherche à connaître la situation de famille ou la situation civile de chacun pour faire hypocritement miroiter les « avantages » du départ pour l'Indochine. Malgré cela, les gens
Jean MOREUIL. (Suite page 3)

Retrait du Corps Expéditionnaire

La guerre du Viet-Nam est, depuis quelques semaines, passée au premier plan des préoccupations gouvernementales. Il n'est pas douteux, en effet, malgré les commentaires optimistes de la presse bourgeoise et malgré les déclarations officielles sur « les routes stratégiques » que la situation du corps expéditionnaire s'est singulièrement aggravée. Abandon de Caobang, de Langson, de Lao-Kay, de Hoa-Binh, de Moncay. Offensives répétées du Viet-Minh qui dispose maintenant de canons, de mortiers, d'armes automatiques, qui trouve auprès de la population l'aide la plus efficace. Cela valait bien, évidemment, le voyage de Letourneau et les réunions du Comité de la Défense nationale et du Conseil des ministres.
À l'heure où nous écrivons cet article, aucun des limogés prévus (Pignon, Carpentier) n'est devenu effectif, mais Letourneau a obtenu des pouvoirs accrus — non sans bagarre avec Moch — et on peut s'attendre à certaines modifications dans le haut commandement.
L'Assemblée a adopté, malgré quelques réticences de certains milieux bourgeois et l'opposition des députés staliniens, un ordre du jour qui donne mandat au gouvernement de renforcer au maximum les moyens mis à la disposition des troupes coloniales et de faire appel aux « Nations Unies ».
A la vérité, il n'y a, dans les milieux gouvernementaux et militaires, de divergence que sur le meilleur moyen de sauvegarder les intérêts des colonialistes. Pour nous, pour l'ensemble des travailleurs, la question se pose différemment: la continuation de la guerre au Viet-Nam, cela signifie un budget militaire sans cesse accru et des conditions de vie plus difficiles. Cela signifie également des milliers de morts, pas seulement chez les travailleurs vietnamiens, mais également chez les travailleurs africains et français qu'en l'absence de volontaires — il ne s'en présente plus — on mobilisera d'office pour renforcer le corps expéditionnaire.
Il faut imposer la paix au Viet-Nam par le retrait du corps expéditionnaire. Il n'y a pas d'autre solution, non pas, comme le dit l'« Humanité », parce que c'est « la seule solution française », mais parce que c'est la seule solution conforme aux intérêts du prolétariat international.

Pour le développement de "La Vérité" :

Franchir une nouvelle étape

VOICI le troisième numéro de notre journal, qui est diffusé par Messageries à travers toute la France. Bientôt nous pourrions donner les premiers résultats de cet élargissement de la vente.

Le coin des "Amis de la Vérité" Commémoration de la Révolution d'Octobre

Militants du P.C.I., Amis de la Vérité, sympathisants, emplissant la salle Sussat le 10 novembre pour commémorer à l'appel de notre organisation des Amis de la Vérité, le trente-troisième anniversaire de la Révolution d'Octobre.

Réunion du Groupe Parisien

Exceptionnellement, la réunion est reportée au second vendredi de décembre, soit le vendredi 8 décembre, à 20 h. 30, Salle Lancy, 10, rue de Lancy. A l'ordre du jour: Conférence sur la situation au Viet-Nam.

Souscription

Fonds de 250.000 francs. - Région Parisienne: 14.540; Montpellier: 3.000; Lyon: 3.000; Brest: 2.400; Marne: 2.000; Sympathisants Vietnamiens: 8.650; Costanceau (Loire-Inférieure): 1.000; Charras (Ardeche): 1.000; Bourhis (Finistère): 750.

Le Congrès de la Paix à Varsovie ne décide

aucune mobilisation concrète des masses contre les guerres colonialistes

Les travaux du 2^e Congrès mondial pour la paix ont pris fin à Varsovie. Le discours de Joliot-Curie, les interventions de Fadyev, de Nenni, d'Yves Farge, d'Etchenhour, ainsi que les résolutions finales ont permis de comprendre à quelles fins les dirigeants du Kremlin et les chefs des partis stalinien ont organisé ce 2^e Rassemblement international pour la paix.

pasteur Uphas, au nom de la délégation américaine, a proposé « qu'au cours des dix prochaines années, les Etats-Unis et l'Union Soviétique s'engagent à une coopération amicale et pacifique sous les auspices de l'O.N.U. »

« Aucune des actions (pour la paix), a déclaré Joliot-Curie, n'a de sens si nous ne posons pas comme principe fondamental, que nous considérons qu'il est absurde de faire coexister des systèmes politiques et économiques différents dans le monde. Admettre ce principe n'a de valeur que si cela résulte d'une étude réfléchie de la situation et de la claire conscience des concessions réciproques que cela suppose. »

La recherche du compromis à tout prix a conduit le Congrès de Varsovie à abandonner toute mobilisation concrète des masses contre les guerres colonialistes et la préparation de la guerre impérialiste.

Tous les travailleurs communistes savent que l'impérialisme porte en lui la guerre comme la nuit porte la lampe. Ils savent que les dangers de guerre subsistent autant que subsistera, sur quelques points de globe, la domination du capital.

Mais les chefs stalinien à Varsovie ont déclaré que la coexistence pacifique des deux régimes était possible. C'est que pour défendre les intérêts de la bureaucratie de Kremlin, ils ont bien eu à empêcher que les travailleurs — surtout ceux des pays occidentaux — engagés des actions révolutionnaires contre leurs exploités. En effet, une révolution victorieuse en Occident pourrait être pour le peuple russe, le signal de la révolte contre la bureaucratie qui les a spoliés du pouvoir.

mot sur les moyens à employer pour aider le peuple coréen!

A ce propos, Yves Farge a déclaré: « Pour mettre fin à cette guerre la première proposition de bon sens serait le droit pour la Chine d'entrer à l'O.N.U. »

Le délégué chinois Kuo Mo Jo n'a pas manifesté, lui, la même idée de « bon sens ». Au nom du peuple chinois, il a demandé que les Congrès exigent: « le retrait de toutes les troupes étrangères d'agression, la cessation immédiate de l'ingérence des Etats-Unis à Formose, la condamnation de Mac Arthur comme criminel de guerre. »

Le Congrès — et pour cause — n'a pas pris une telle position, car alors aurait été fermée la voie au compromis et aux concessions à l'impérialisme, et aurait été ouverte la possibilité de mobiliser les masses travailleuses du monde entier dans une action révolutionnaire précise.

Sous une certaine apparence de démocratie le Congrès de la paix fut cependant très bureaucratique, puisqu'il ferma ses portes à diverses tendances du mouvement ouvrier. Signaux à ce propos, la protestation justifiée d'un groupe d'antifascistes espagnols qui fut éliminée de la délégation, de leur pays pourtant pour avoir affirmé leur sympathie à l'Etat ouvrier yougoslave, mais regrettés aussi que militent dans le même pays, dans leur protestation, condamner par la bande la lutte révolutionnaire du peuple coréen.

A l'issue des travaux, le Congrès a décidé la constitution d'un organisme permanent. Mais cet organisme pas plus que le Congrès de la Paix de Varsovie ne pourra « faire reculer la guerre », car seule l'action révolutionnaire des travailleurs permet d'atteindre cet objectif.

M. MESTRE.

Après le congrès du C.I.A.J. - P.A.

Pas d'ingérence idéologique de l'Etat

LES contradictions du monde capitaliste ont leurs répercussions sur le problème des loyers et particulièrement dans les Auberges de la Jeunesse. L'exploitation des travailleurs par la classe dirigeante ne donne pas à ces travailleurs les moyens de profiter de leur loyers. Cela est particulièrement vrai pour les jeunes regroupés dans le nouveau centre des Auberges de la Jeunesse qui désirent beaucoup d'A.J. et un confort minimum.

doivent en sortir plus forts. Ils doivent s'organiser pour faire triompher leur point de vue.

Ils doivent répondre au dilemme en affirmant:

1^o que jamais dans le régime capitaliste, il n'y aura de réponse pleinement satisfaisante et que seule la révolution permettra cette réponse;

2^o que parmi les solutions de moindre mal possible, les seuls principes qui doivent guider les ajustés sont ceux de la lutte des classes qui exigent l'indépendance absolue vis-à-vis de l'Etat.

Dans la mesure où les crédits sont nécessaires, les ajustés doivent en exiger le plus possible et lutter pour que le contrôle en soit démocratiquement effectué par les usagers.

Indépendance vis-à-vis de l'Etat et confiance dans les jeunes sont les deux pôles qui doivent permettre le succès.

BOUVET.

Un correspondant nous écrit

Je suis allé écouter le dernier compte rendu de mandat de Marie Rébaudé, dans le 13^e arrondissement. Dans la salle, on pouvait voir des panneaux de propagande tels que: « Arrêt immédiat de la guerre au Viet-Nam et rapatriement du corps expéditionnaire. » « Pas de rabiot pour les 18 mois. » « Union et action pour la paix. »

C'est André Marty qui a prononcé ces mots d'ordre. Entre autres, il proposa un gouvernement d'Union Démocratique « allant de Louis Marin au Parti Communiste ». Il a bien dit que Louis Marin avait des intérêts à défendre qui étaient différents de ceux de la classe ouvrière, car il n'a pas représenté des plus surs de la classe capitaliste, mais qui se chercha d'illustrer ces mots d'ordre. Entre autres, il proposa un gouvernement d'Union Démocratique « allant de Louis Marin au Parti Communiste ». Il a bien dit que Louis Marin avait des intérêts à défendre qui étaient différents de ceux de la classe ouvrière, car il n'a pas représenté des plus surs de la classe capitaliste, mais qui se chercha d'illustrer ces mots d'ordre.

Je croyais, moi, Monsieur Marty, que seule la lutte des classes peut sauver la paix, qu'un gouvernement ouvrier est seul capable de régler d'un seul coup le problème de la paix et celui des réformes sociales sur lequel vous vous êtes si longuement étendus, mais sans donner de perspectives de lutte.

Il en a été de même sur les 18 mois où il n'a été parlé que de primes aux soldats. Par contre, André Marty a été très précis sur la nécessité de faire payer des réparations à l'Allemagne. C'est même pour cela qu'il est parvenu à être dans le même gouvernement que Louis Marin. Tant pis si cela impose de plus lourds sacrifices au peuple allemand.

Il a dit aussi que le socialisme ne viendrait pas avec l'appui des bâtonnettes russes. Il a dit aussi que le socialisme ne viendrait pas avec l'appui des bâtonnettes russes. Il a dit aussi que le socialisme ne viendrait pas avec l'appui des bâtonnettes russes.

André Marty aura beau faire, il ne pourra dissimuler que seule une politique d'union et d'action de la classe ouvrière peut ouvrir la voie au socialisme.

Robert LEVI.

Du haut de la tribune du Congrès, Joliot-Curie a continué: « Ces concessions que nous serons réciproquement amenés à faire peuvent d'ailleurs être parfaitement dictées dans l'intérêt général. »

« De quel intérêt « général » peut-il s'agir? Il n'y a, que nous sachions, aucun « intérêt général » possible entre les travailleurs et les capitalistes. La guerre de Corée et celle du Viet-Nam sont suffisantes pour démontrer l'antagonisme des intérêts qui opposent les uns aux autres. Les capitalistes ne feront pas de « concessions » aux prolétaires, n'ont les chefs stalinien en font dépendre, dans la perspective d'arriver à un compromis, lorsqu'en Corée, par exemple, au lieu d'aider la révolution à vaincre par tous les moyens — y compris la constitution de brigades de volontaires russes — ils se contentent de grandes déclarations verbales contre les maîtres de Wall Street.

« Il serait utile, au nom du Congrès, a déclaré le délégué russe Fadyev, de proposer aux grandes puissances de procéder au cours des années 1951 et 1952, à une réduction régulière et progressive de toutes les forces armées, terrestres, navales et aériennes dans une proportion allant de un tiers à la moitié de leurs effectifs actuels. De former auprès du Conseil de Sécurité un organisme de contrôle international disposant d'inspecteurs autorisés. » Cette idée de désarmement général, confié aux bons soins de l'O.N.U., a été reprise par la plupart des délégués. Le

Cinq grévistes assassinés par la police en Tunisie

Enfidaville, en Tunisie, la police a tiré sur les grévistes des grandes plantations particulièrement exploitées, et a tué cinq travailleurs.

La centrale syndicale U.G.T.T. a, en riposte, lancé l'ordre de grève générale. Celle-ci a été suivie par l'immense masse des travailleurs.

Malgré sa férocité répression, la bourgeoisie française et les gros colons ne pourront empêcher les travailleurs tunisiens de se libérer du joug de leurs exploités. En Tunisie, comme dans tous les pays coloniaux, le temps de la libération sociale et de l'indépendance nationale approche.

Notre camarade Daniel Renard ouvrier chez Renault exclut de la C.G.T.

Notre camarade Daniel Renard, ouvrier métallurgiste chez Renault, vient d'être exclu de la C.G.T. Membre du Comité Central de grève en novembre-décembre 1947, un des derniers ouvriers à reprendre le travail après la grève de février-mars 1950, Daniel Renard a toujours été un des meilleurs défenseurs des intérêts ouvriers chez Renault.

Cette exclusion n'a pas été sans amener un grand trouble chez de nombreux travailleurs de l'usine. Nous nous proposons dans le prochain numéro de La Vérité, les masses employées par les bureaucraties de la C.G.T. pour arriver à leurs fins.

PERMANENCES DU PARTI

PARIS La permanence se tient le jeudi de 17 h. à 19 h. et le samedi de 16 h. à 19 h. 19, rue Dagueze, Paris (14^e) (au fond de la cour). Tél: Suf. 62-31. CLERMONT-FERRAND Adresser correspondance à Gérard Bloch, 72, boulevard Gambetta, à Chamalières (Puy-de-Dôme). BREST Jean Leovic, Isai, 12, Petit-Paris. QUIMPER Entrer à Yvonne Cariou, 30, rue Jules-Noël, Quimper. NANTES La Vérité est vendue le dimanche matin au marché du Bouffay. HELLEMES

Notre parti, qui participe à ce cartel, est à l'avant-garde de ce combat.

A Coësmen, l'Unité s'est réalisée parce qu'elle s'est faite sur un objectif précis: la lutte contre les 18 mois. Partout, dans les localités, dans les quartiers, dans les usines, il faut constituer des Comités semblables à celui de Coësmen.

Un exemple d'unité d'action contre les 18 mois

A Coësmen, dans la Loire-Inférieure, l'unité d'action contre les 18 mois s'est faite entre de nombreuses organisations: C.G.T., Mouvement de Libération du Peuple (ex-M.P.F.), P.C., P.C.I., Combattants de la Paix, Confédération Générale Pacifiste et Groupe ajuste.

Ces différentes organisations, qui ont constitué un cartel d'action, ont lancé un « appel à la population contre les 18 mois » afin que celle-ci unisse ses efforts pour mener une action efficace contre la prolongation du service militaire.

Ceux qui méritent l'échafaud

Voici en quels termes, les représentants du Conseil National du Patronat Français et de la Confédération Générale de l'Agriculture parleront à la Commission Supérieure des Conventions Collectives, des besoins économiques des travailleurs français:

Deloche, délégué de la C.G.A., déclara: « Le manœuvre ne met son complet que deux fois: le jour de son mariage et quand on le descend dans le trou. »

« Pas besoin de pyjama, le manœuvre n'a qu'à coucher à poil. »

« Un imperméable muni d'un intérieur pouvant s'enlever l'été remplace l'achat d'un vêtement de pluie et d'un pardessus. L'achat de 600 kilos de charbon par an n'est pas nécessaire; l'ouvrier, après le travail, n'a qu'à se mettre au lit et qu'il fasse coucher sa femme avec lui, si se réchaufferont tous les deux. »

Et Fontanelle, représentant du C.N.P.F., après avoir expliqué qu'il existe d'excellents complets à 3.600 francs pouvant durer cinq ans et des chaussures de très bonne qualité à 900 francs et à 1.100 francs, alla jusqu'à déclarer:

« Il importe de maintenir une part de misère dans le minimum vital pour éviter aux ouvriers de tomber dans la paresse. »

C'est sur l'échafaud que ces chiens du grand patronat méritent de finir.

SERVICE D'EDITIONS ET DE LIBRAIRIE

- EN VENTE: (Extraits du catalogue): Léon TROTSKY: Histoire de la Révolution Russe 1.500 Ma Vie... Fr. 150 La Révolution trahie... 240 Staline... 540

La S.E.L. est à votre disposition pour vous fournir tous les livres dont vous avez besoin, il vous les fera parvenir franco de port dans un délai de 5 à 10 jours de votre règlement comptant à réception de notre facture ou C.C.P. Corvin, 19, rue Dagueze, N° 6964-96, Paris.

Des revendications

qui unissent

(Suite de la page 1)

travailleurs ne change pas d'un iota le caractère de classe de l'Etat.

Tous les mouvements revendicatifs furent brisés ou colonisés. La gestion des affaires de la bourgeoisie fut faite avec une parfaite loyauté. Le fasciste de Gaulle en reconnaissant du reste le caractère, puisqu'il déclara aux assises nationales du R.P.F.:

« J'ai utilisé ces saboteurs pour le plus grand bien de la patrie et je n'ai pas eu à m'en plaindre ».

Thores, Croizat, etc., montraient leurs capacités exceptionnelles à gérer les affaires du capitalisme. Avec une seule centrale syndicale, un mouvement ouvrier puissant et une bourgeoisie aux abois, réformistes et staliniens, marchant la main dans la main, auraient pu, s'ils avaient eu pour unique souci la défense des intérêts ouvriers, mobiliser les travailleurs sur cet objectif et arracher la signature des conventions collectives.

A l'heure actuelle, la bourgeoisie qui a consolidé sa position, mais dont la situation reste extrêmement précaire, cherche à continuer la politique élitiste très impopulaire du blocage des salaires, sous la forme d'un pseudo-libéralisme. La signature des conventions collectives... Il permet de trouver des travailleurs en grand nombre... Le protocole d'accord entre les trois centrales syndicales sur le chiffre de 17.500 pour le minimum vital risquait de porter un coup à la politique du grand capital. Ce fut alors le compromis proposé à F.O. et à la C.F.T.C., complicité que les dirigeants de ces deux organisations s'empresèrent d'accepter. Le protocole fut rompu. La C.G.T., qui actuellement recherche l'unité à tout prix, capitula à son tour. La bourgeoisie, tout en criant comme un coq à l'aube, que les « sacrifices » qu'elle vient de consentir n'étaient que de rompre l'équilibre, se félicite de cet accord qui lui permettra d'aborder la signature des conventions collectives dans des conditions qui lui sont actuellement favorables.

Face à cet état de chose, la réaction des travailleurs est à peu près nulle. Les raisons en sont que: les conventions collectives nous programme revendicatif unitaire ne peuvent mobiliser les travailleurs. Les centrales syndicales ont tenté de présenter celles-ci comme une fin en soi, alors qu'en réalité elles ne peuvent être qu'une étape dont l'objectif final sera le renversement du régime capitaliste.

Avec une classe ouvrière divisée dans plusieurs syndicats, ou inorganisée, la tâche de regroupement ne semble pas facile. Cependant la voie qui y mène est évidente. Il faut que chaque militant ouvrier comprenne que de lui seul dépend le redressement de la situation.

Que doit-il faire? Pour que le regroupement de toutes les forces ouvrières se réalise, il faut avant tout rendre confiance aux travailleurs dans leur propre capacité. Dans chaque atelier, dans chaque bureau, dans chaque chantier, ils se rassembleront, quelles que soient leurs opinions politiques ou confessionnelles. Ils établiront le programme sur lequel ils veulent lutter. Ils éliront les délégués chargés de faire aboutir et afin d'éviter les manœuvres de tromperie, contrôleront à tout moment le travail de ces délégués. Ils populariseront par tous les moyens qu'ils jugeront nécessaires les expériences qu'ils auront faites et réaliseront à l'échelon local, puis régional et enfin national, le regroupement commencé dans l'entreprise.

Enfin il sera possible à la classe ouvrière unifiée de se battre sur son programme avec les moyens qu'elle aura préconisés. Il lui sera possible de sanctionner ce programme par la signature de conventions collectives qui devront constituer le premier jalon vers l'abolition du régime capitaliste.

Fred CRESSANT.

Ils avouent!

Quelques citations, qui se suffisent à elles-mêmes, à propos des récents accords sur les salaires dans la métallurgie parisienne, extraites de « La Vie Française » (numéro du 10 novembre), le journal de la grosse finance:

Pour juger de la portée de la nouvelle convention, il faut, bien entendu, tenir compte des salaires réels: le rapprochement des anciens et des nouveaux minima donnerait une idée inexacte et exagérée des majorations intervenues, puisque, dans la presque totalité des cas, les salaires effectifs étaient supérieurs aux minima théoriques. Pour les ouvriers des métaux, le salaire moyen réel était de 100 francs; l'augmentation de la masse des salaires sera donc d'environ 6 %.

6 francs par heure, ce qui fait pour 400.000 ouvriers, à raison de 45 heures par semaine, une augmentation totale de 450 millions de francs par mois.

En tout état de cause, les 540 millions de primes inférieures pourront-elles absorber la hausse des salaires sans relever leurs prix? A la différence de la « recommandation » de relever les salaires de 5 %, adressée par le patronat à ses adhérents en février dernier, aucune disposition ne prévoit, cette fois, que les prix devront demeurer inchangés.

Nous sommes désormais dans un régime de liberté des salaires; si la métallurgie parisienne estime pouvoir accorder une hausse de 6 %, cela ne signifie pas que les autres industries sont dans le même cas; certaines dépasseront plus, d'autres moins; cela est parfaitement normal.

La diversité professionnelle et régionale doit être la règle. La conclusion, dans la métallurgie bordelaise, d'une convention collective sur des bases inférieures à celles de Paris est peut-être un signe que cette vérité salariale commence à se répandre.

Sur LE FRONT OUVRIER

Exclusion bureaucratique chez les cheminots C. G. T.

MAERTENS, cheminot de la Chapelle, après bien d'autres militants révolutionnaires, vient d'être exclu de la C.G.T. La bureaucratie stalinienne de la C.G.T. qui craint plus que tout, les travailleurs qui sans arrêt combattent pour l'unité et la démocratie, a pu exclure à nouveau, grâce à

ses manœuvres, un syndicaliste irréprochable et porter par là même un coup de plus à la C.G.T. Mais elle se trompe si elle croit que les travailleurs révolutionnaires craindront de faire entendre leurs voix. Voici des extraits de la lettre que Maertens a adressée aux cheminots de Paris-Nord:

« Une Assemblée générale de la C.G.T. a décidé de m'exclure de cette organisation, dans laquelle je militais. Une centaine de participants à l'Assemblée générale de Paris-Nord m'ont dit que ce chiffre d'assistants démontre le fond véritable de toute l'affaire. Chacun d'entre nous se souvient qu'il y avait à la Libération près de 9.000 syndiqués sur un effectif de 12.000 agents. Non, ce n'était pas l'Assemblée générale du syndicat, mais l'Assemblée générale du P.C.F., qui était venue pour appliquer la ligne du Parti ».

Après avoir dénoncé les colonnes lancées contre lui, Maertens indique qu'entré dans l'illégalité en 1942, il a participé avec les cheminots à toutes les activités illégales de la Chapelle (Offices patriotes, C.G.T. illégale, Jeunes communistes, Front national, etc.) et à toutes les grèves (juin 47, décembre 47, 25 novembre 1949).

Pour lui écrit: « Venons-en au fond! Pourquoi il est nécessaire au P.C.F. de m'exclure de la C.G.T. Le bilan de la gestion syndicale, majoritairement des cheminots inorganisés, licenciements du personnel (auxiliaires, femmes, etc.) baisse du pouvoir d'achat, augmentation de la durée du service militaire, etc. »

En décembre 1947, les dirigeants lancèrent les cheminots et les classes ouvrières, sans succès, dans de vagues tournois, se refusant à déclencher la grève générale, seule

capable alors d'arracher satisfaction... La grève s'étouffait. Les cheminots et la classe ouvrière subissent un échec.

« Quoi? et la responsabilité d'une telle situation? Les dirigeants de la C.G.T. disent: « C'est F.O. qui est responsable. » Oui, il est vrai, les dirigeants de F.O. sabotèrent la grève de novembre-décembre, mais pourquoi y arriveraient-ils? « En liant très étroitement les mouvements de la classe ouvrière à la politique du P. C. F. et du Kominform qui venait de décider un nouveau virage de la politique stalinienne, les dirigeants du P.C.F. de la Fédération dominèrent le meilleur argument aux dirigeants de F.O. »

« C'est parce que j'estime que les travailleurs, en général, et les cheminots, en particulier, doivent déterminer eux-mêmes et démocratiquement leurs revendications et leur forme d'action, indépendamment de Washington et de Moscou, que la cellule du P.C.F. m'exclut. »

« Unité et démocratie, j'appelle les cheminots de Paris-Nord à s'unir pour défendre leurs revendications, pour défendre le chemin de fer menacé. Tous, quelles que soient nos opinions politiques, philosophiques ou religieuses, nous pouvons, nous devons nous unir dans de véritables comités d'unité d'action démocratique. »

Manœuvre au Comité Intersyndical du Livre

Mercredi 15 novembre s'est tenue une réunion des délégués de l'Intersyndical du livre, groupant les typos, les imprimeurs, les clicheurs et photogreveurs, ainsi que les brocheurs d'imprimerie. Nous étions près de 400 délégués.

Tous nous attendions les directives de lutte du Comité intersyndical, composé par des responsables syndicaux des différents métiers du livre, énumérés plus haut.

Au lieu de cela, Proudhomme nous fit seulement un compte rendu des discussions avec les Maîtres Imprimeurs: les patrons refusant de déclarer une augmentation de 15 % réclamée par l'Intersyndical, amenant le salaire horaire des typos et imprimeurs de 128 fr. à 147 fr. 50; ils ne consentent qu'une augmentation de 9,38 % qui fixe le salaire de ces deux catégories à 140 francs.

Différents délégués interviennent, les uns pour la grève, les autres pour faire confiance au Comité intersyndical. La plupart étaient indécis et ne prirent pas part directement au débat.

Ceci permit à notre direction de faire confiance à l'Intersyndical, intervint et nous expliquant qu'il n'était pas intervenu avant ce vote pour respecter « la discipline du Comité intersyndical » et qu'il intervenait maintenant en tant que délégué de la maison Desfossez qui a voté pour la grève. Il nous révéla que que les membres du Comité intersyndical n'ont pas voulu nous dire pour empêcher une action des ouvriers: « L'augmentation de 9,38 % sera à partir de novembre ».

Un Appel du Cartel d'Unification Syndicaliste des Cheminots

Le Cartel d'unification syndicaliste des cheminots (C.U.S.C.) qui regroupe des cheminots de toutes tendances, a défini dans l'Unité (n° 8) une plate-forme de lutte, vraiment susceptible de rassembler les rangs des travailleurs du rail et dont nous donnons ici l'essentiel:

« Il faut recréer une grande centrale des principes démocratiques. Il faut liquider les bureaucraties. A travers la bataille pour la défense du syndicalisme, c'est la lutte pour l'UNITÉ SYNDICALE qui se développe. »

Participants au C.U.S.C., vous répondez: PRESENT à toutes les réunions où vous pourrez parler, avec les directives que vous avez choisies en octobre: constitution de sections du C.U.S.C., en dehors des dirigeants, avec participation des militants de toutes les centrales et des inorganisés, pour: 1° Les 40 heures immédiatement; 2° La grille 100-360, telle qu'elle a été établie par le supplément à la « Tribune des Cheminots » d'octobre 1950; 3° La suppression de notes et primes de rendement, de tout travail aux pièces ou à la tâche;

4° La mise à jour de l'office à 50 ou 55 ans, suivant l'emploi; 5° L'élimination totale des politiciens et des mots d'ordre politiques dans les syndicats; 6° La refonte d'une grande centrale démocratique.

tenant le salaire de base de nos professions et nous ne pourrions plus réclamer le rajustement de notre profession qui exige un salaire de 220 francs de l'heure calculé sur les indices à partir du salaire de 1938. »

Un essai d'échelle mobile des salaires - principe d'une discussion tous les trois mois - nous fut magnanimement concédé. Le tollé fut général après ces révélations. Un camarade demanda un nouveau vote, mais tous le refusèrent au nom de traditions parlementaires érodées.

Bienôt le mandat du Comité intersyndical fut fini. Comme nous ne pouvions renouveau notre confiance à des hommes qui foulaient au pied la démocratie la plus élémentaire? La position du camarade Sorel le rend solidaire du Comité intersyndical; ses révélations « ne peuvent s'expliquer que par un souci de propagande personnelle autrement il serait intervenu avant le vote. »

La décision de l'Assemblée risque de jeter les photogreveurs seuls dans la lutte. Cet isolement renforcera les sentiments corporatistes et affaiblira énormément les chances de victoire de nos camarades. Une décision de ce genre sera donc de faire connaître immédiatement et le plus largement possible leur mouvement en s'adressant à tous les ouvriers du Livre.

LE CASTIN.

A la C.G.C. - F. O.

Le congrès de la carte blanche à la direction

L'abondance des matières nous avait obligé à ne pas publier, dans notre précédent numéro, l'article de notre camarade Dumont sur le Congrès Force Ouvrière. Nos lecteurs

comprendront aisément, étant donné la signification politique de ce Congrès, que nous en parlions, même un peu tardivement.

Le Congrès Confédéral « Force Ouvrière », préparé dans l'ambiguïté, a été le Congrès de l'escamotage des problèmes intéressant le plus la classe ouvrière.

Au départ, pas de rapport d'orientation et sur les tâches, donc réserve sur les problèmes revendicatifs (17.500, 40 heures, travail au rendement) et silence total sur les moyens d'action.

Ainsi se trouvait mis en place la trame du scénario qui fut joué au Palais de la Mutualité par l'équipe dirigeante Bothereau-Lafond-Delamarre.

Le passé scandaleux de deux ans d'activité « redoublé par le rapport moral servit fort utilement ces manœuvres d'escamotage. Incontestablement, une importante partie des délégués condamnant le bilan de faillite de la direction, voulait discuter des problèmes revendicatifs et des moyens d'action permettant le succès. Ces camarades s'exprimèrent souvent avec véhémence.

Martin, de Cannes, Hébert, des Cheminots de Nantes et beaucoup d'autres condamnant la politique de soumission de la direction fédérale aux besoins de la bourgeoisie. Tout l'art manœuvrier des dirigeants consista à laisser s'épuiser « la démocratie » et condamnation de la politique fédérale en une longue et épuisante « discussion » du rapport moral, c'est-à-dire du passé, qui aboutissait à réduire la discussion sur les tâches actuelles.

Dans ce déluge de « liberté » verbale se dissolvait en nuances particulières la force qu'aurait pu représenter une minorité organisée sur la base de positions communes sur les problèmes revendicatifs. Ainsi, après avoir laissé et même aidé à cet épanchement de bile des mécontents, Bothereau « eut » leurs votes dans la conclusion.

Citons de l'intervention du camarade Ferdinand Robert, des Cheminots (Paris Sud-Ouest), cette partie condamnant le programme proposé par la direction: « A travers ce programme, nous nous posons en hors égarés de la société capitaliste et bourgeoise, lui demandant seulement un peu plus de liberté et d'indulgence pour ceux qu'elle exploite. Nous avons même des projets de financement. Rien n'y manque, et nous avons tellement conscience de l'importance du moment... »

« Nous ne parlons plus que d'émancipation! Cela fait trois jours qu'on en parle. Les 40 heures sont abordées du bout des lèvres et si l'on dit que le principe ne saurait être mis en doute... dans l'article « Le syndicalisme libre proposé », il n'en est rigoureusement rien question. Mais, dans l'article de colonne, on nous rebat les oreilles de productivité, d'émulation ouvrière, d'accroissement du revenu national. »

Sur le problème de l'Unité Syndicale, les dirigeants utilisèrent l'anticommunisme qu'ils entretiennent avec pour en exclure les C.G.Tistes, pour limiter la discussion à des

propositions d'unification avec ce qu'ils appellent les « Syndicats libres ». Mais jaloux de leurs boutiques et de la marchandise particulière qu'ils sont chargés d'écouler les Etats-Majors C.F.T.C., C.G.C. se débattent. Les difficultés « obscures » de partages de postes gênèrent les rapports F.O. et Autonomes et les dirigeants F.O. transformèrent les aspirations de nombreux de leurs militants en une unité « efficace », c'est-à-dire très large, en un appel à rejoindre F.O.

Pour discuter davantage les partisans de l'unité qui seraient encore pu se regrouper provisoirement sur une fusion F.O.-Autonomes, les manœuvriers y introduisirent la C.T.I. fasciste, rendant impossible l'accord des militants ouvriers. De ce combat aussi freiné devait sortir l'écrasement de l'inconsistante minorité unitaire de circonstance. Seule une voix apparut quelque clarifiée dans ce débat, ce fut encore celle du camarade F. Robert, qui proposa au Congrès:

« De décider, en conséquence, qu'il appellera les travailleurs de toutes tendances et inorganisés à se rassembler de la base au sommet, et en partant de la base, dans des conférences d'unification syndicale, en vue de poser les bases d'une centrale unique et démocratique. Les conditions du succès d'une telle initiative sont, à notre avis:

- 1° Indépendance à l'égard de Washington ou de Moscou, de tout parti et gouvernement; 2° Définition par les travailleurs eux-mêmes des revendications et des formes d'action; 3° Représentation des tendances à tous les échelons; 4° Tribune libre permanente dans tous les organes syndicaux et confédérés; 5° Non-rétribibilité des permanents après trois ans de fonction.

Le Congrès estime que l'ensemble de ces conditions forment un tout indivisible. Pour lutter contre l'émoussation du mouvement syndical à Moscou ou à Washington, il faut combattre les bureaucraties inamovibles.

Ainsi pourra s'opérer la divanction nécessaire de la majorité des travailleurs qui veulent et peuvent s'unir s'il n'y avait les manœuvres de dirigeants, étrangers dans le mouvement syndical des intérêts exprimés à celui-ci.

Nous ne pouvons qu'approuver cette position qui répond, évidemment, aux besoins de la classe ouvrière. La leçon de ce Congrès qui n'a rien apporté aux travailleurs sinon une nouvelle démonstration des méthodes employées par les dirigeants réformistes pour étouffer leurs aspirations, c'est que les militants révolutionnaires doivent s'organiser, par-dessus les barrières des Centrales, pour donner force et cohésion à leur intervention.

René DUMONT.

A TRAVERS LA PRESSE SYNDICALE

Il y a seulement quelques semaines, les dirigeants des différentes centrales syndicales étaient d'accord pour, face au patronat, faire l'unité d'action sur le minimum vital à 17.500 francs. Ce chiffre était loin du véritable minimum vital, mais il avait le mérite d'être celui de toutes les organisations syndicales. Or la C.G.T.F.O. et la C.F.T.C., acceptant la manœuvre patronale de division, ont signé dans la métallurgie un accord de salaire d'où le minimum vital à 17.500 fr. a complètement disparu. Voyons comment les journaux syndicaux abordent la question.

G.-D. DELAMARRE, écrit dans Force Ouvrière du 16 novembre: « A mon avis, après onze ans de réglementation des salaires, il est indigne que les responsables syndicaux fassent un nouvel apprentissage de l'utilisation de la liberté (des salaires). » On aurait pu croire que ce sont les ouvriers qui doivent se préparer à utiliser à leur profit la nouvelle réglementation des salaires. Mais comment seulement à l'égard de cette liberté. Liberté à l'égard de quel intérêt des ouvriers sans doute. Pas étonnant en conséquence que ce parfait bureaucrate, qui se garde bien de dire à combien s'élèveront les augmentations dans la métallurgie et qui regrette que la hiérarchie s'amenuise, écrive ensuite en gros caractères: « La méthode employée actuellement dans des discussions de salaires est une bonne méthode. »

Mais dans le même journal, dans un article intitulé: « L'action directe », André Augard, qui parle aux mineurs, révèle encore plus clairement le cynisme des bureaucrates de F.O. Après avoir condamné les grèves des mineurs de 1947 et 1948 qui furent des grèves « politiques » et s'être satisfait des récents accords de la métallurgie « en fin les premiers résultats de la

liberté des salaires dans le cadre de la discussion des conventions collectives font que la métallurgie, profession-clé sur laquelle étaient basés les salaires de notre profession, vient de signer des accords de salaires qui nous méritent l'ouïe... » André Augard est écrivain et nous ne ferons jamais le grève pour la grève, jamais la grève pour des mots d'ordre politiques, mais le gouvernement doit savoir, ET NOUS LE LUI AVONS DIT, que dans une situation favorable, les mineurs sont décidés à défendre par tous les moyens, y compris la grève, leurs justes revendications. »

Est-ce que les « conditions favorables » d'André Augard seront réalisées, quand sera mis au point, sous le titre de « défense du territoire » le dispositif de répression antiouvrière préparé par Jules Moch et accepté par les dirigeants du parti socialiste, grand ami de la C.G.T.F.O. ? Dans la grande famille des chefs socialistes ou socialistes, on sait se partager le travail: les uns parlent démagogiquement de grève et d'autres préparent l'assassinat des ouvriers.

Comment apprécie-t-on à la V.O. les récents accords de salaires dont la C.G.T. a été exclue? C'est André Augard qui nous le dit sous le titre: « Pour l'augmentation des salaires, tous unis. Harcelez vos directions » (la V.O. du 16 au 21 novembre). « Les patrons, écrit-il, voudraient bien que dans les usines, l'accord signé sous la C.G.T. amène de la tension entre les ouvriers, qu'ils se débattent seuls se tenant des grilles ou visage. Eh bien non, pas du tout... C'est au contraire sur une base d'union large que, tous ensemble, C.G.T., C.F.T.C., F.O., autonomes, inorganisés viennent de décider de « monter » aux directions. Les patrons, interrogés par les délégués sur l'application de l'accord dans leur entreprise, répondent, en général, ne pas savoir. Alors, puisqu'il nous faut éclairer leur lanterne, que dans chaque

usine les travailleurs exigent que les minima garantis ne soient pas un leurre et que, en attendant la signature de la convention collective, il y ait une augmentation des salaires pour tous, qui ne soit pas inférieure à 12 fr. de l'heure. » Que sont devenus les 27 fr. ? Un petit tour de passe-passe et les dirigeants C.G.T. — eût-elle au nom sacré de l'unité française — les ont abandonnés en même temps qu'ils acceptent par la bande la hiérarchisation de l'augmentation: « Une augmentation qui ne soit pas inférieure à 12 francs. »

Dans l'Unité, organe des Comités pour la démocratie et l'unité syndicale, DUMONT pose clairement la question: « Les organisations syndicales, écrit-il, se sont un moment mises d'accord sur les 105 francs, comme taux horaire minimum d'attente. 27 francs d'augmentation de l'heure pour tous, 4.800 francs par mois, sont les chiffres auxquels vous vous êtes mis d'accord. MM. Fraichon, Jo-haux, Tessier. Pourquoi les abandonnez-vous? »

Eh, dans le même journal, J. LEBREVE, dans un article intitulé: « L'Unité est possible », cite l'exemple suivant: « A la S.N.E.C.M. d'un camarade discute avec un délégué, il s'agit des récents accords sur les salaires. Assis, les gens sont intéressés, écoutent, disent leur mot. Notre camarade explique qu'au lieu de proposer toujours des revendications nouvelles: 10 fr. 12 fr., etc., il voudrait mieux s'accrocher aux 12.500 fr. de début (soit 27 fr. d'augmentation de l'heure) et voir comment, tous ensemble, on peut les obtenir. En tout cas, il faut exiger que les augmentations soient égales pour tous. Il faudrait, dit-il, que l'assemblée de tout le personnel, à laquelle participeraient les trois sections syndicales, discutât de ces questions. Quand il a fini, tous les gens parlent, ils s'expriment (y compris le délégué C.G.T.). »